



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1998/L.91  
17 avril 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES  
COLONIAUX ET DEPENDANTS

Allemagne, Australie\*, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique,  
Finlande\*, France, Irlande, Italie, Japon, Liechtenstein\*,  
Nouvelle-Zélande, Pays-Bas\*, Portugal\*, Royaume-Uni de  
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse\* :  
projet de résolution

1998/... Situation des droits de l'homme en Afghanistan

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les règles humanitaires acceptées, telles qu'elles sont énoncées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels de 1977 y relatifs,

Réaffirmant que tous les Etats Membres sont tenus de défendre et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter

---

\* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

des obligations qu'ils ont librement contractées en vertu des divers instruments internationaux,

Rappelant que l'Afghanistan est partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à la Convention relative aux droits de l'enfant, et qu'il a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Rappelant ses résolutions antérieures, dont la plus récente est la résolution 1997/65, et les résolutions de l'Assemblée générale 52/145 du 12 décembre 1997, 52/211 du 19 décembre 1997, la résolution 1076 (1996) du Conseil de sécurité du 22 octobre 1996 et les déclarations du Président du Conseil de sécurité du 16 décembre 1997 (S/PRST/1997/55) et du 6 avril 1998 (S/PRST/1998/9),

Préoccupée par la persistance des affrontements armés en Afghanistan et par le caractère ethnique de plus en plus marqué du conflit,

Rappelant que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer le rôle central et impartial qui lui revient dans les efforts de la communauté internationale visant à un règlement pacifique du conflit afghan et encourageant tous les efforts déployés aux niveaux national, régional et international afin de trouver une solution au conflit qui se poursuit, grâce à un large dialogue englobant tous les principaux protagonistes en Afghanistan,

Prenant en compte le rapport de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme sur la visite qu'elle a faite en Afghanistan en novembre 1997,

1. Prend note avec reconnaissance du rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (E/CN.4/1998/71) et des conclusions et recommandations qu'il contient;

2. Note avec une vive inquiétude :

a) La nouvelle détérioration de la situation des droits de l'homme en Afghanistan;

b) La persistance d'informations confirmées faisant état de violations des droits de l'homme à l'égard des femmes et des filles, notamment toutes les formes de discrimination qu'elles subissent, en particulier dans les zones contrôlées par les Taliban;

c) L'intensification des hostilités en Afghanistan, qui plonge la population dans une grande détresse, a entraîné des déplacements forcés, notamment pour les raisons d'appartenance ethnique, et empêche le retour dans leur foyer des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays;

d) Les informations faisant état de tueries et d'atrocités généralisées commises par les combattants contre la population civile et les prisonniers de guerre;

e) L'aggravation brutale de la situation humanitaire dans plusieurs régions de l'Afghanistan;

f) Le déplacement ininterrompu de millions de réfugiés afghans au Pakistan et en République islamique d'Iran;

g) Les informations faisant état de la destruction et du pillage du patrimoine culturel et historique de l'Afghanistan;

h) L'absence de travaux majeurs de reconstruction en Afghanistan;

3. Condamne :

a) Les multiples violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit humanitaire, notamment aux droits à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne, au droit d'être à l'abri de la torture et autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la liberté d'opinion, d'expression, de religion, d'association et de circulation, et en particulier les violations et atteintes aux droits de l'homme visant les femmes et les filles;

b) La pratique fréquente, dans tout le pays, des arrestations et détentions arbitraires et des procès sommaires aboutissant à des exécutions sommaires, notamment les exécutions publiques de prisonniers du sexe masculin qui ont eu lieu récemment à Herat et à Kandahar;

c) Tous les actes qui constituent une ingérence dans la distribution de l'aide humanitaire à la population civile d'Afghanistan et qui menacent la sécurité du personnel humanitaire, notamment le blocus de la région de Bamyan, le bombardement de l'aéroport de Bamyan et le pillage massif des entrepôts et bureaux de l'ONU et d'autres organismes à Mazar-e-Sharif;

4. Demande instamment à tous les Etats de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan et de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures;

5. Demande instamment à toutes les parties afghanes :

a) De cesser immédiatement les hostilités et de coopérer pleinement avec l'Envoyé spécial et la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan afin de parvenir au cessez-le-feu, jetant ainsi les bases d'une solution politique globale qui permettrait le retour librement consenti dans leur foyer des personnes déplacées, dans la sécurité et la dignité, et la mise en place d'un gouvernement à large participation et pleinement représentatif grâce au plein exercice par le peuple afghan de son droit à l'autodétermination;

b) De mettre un terme sans attendre à toutes les violations des droits de l'homme dont sont victimes les filles et les femmes et à prendre des mesures d'urgence pour assurer :

- i) L'abrogation de toutes les mesures législatives et autres qui sont discriminatoires à l'égard des femmes;
- ii) La participation effective des femmes à la vie civile, culturelle, économique, politique et sociale dans l'ensemble du pays;
- iii) Le respect du droit des femmes au travail, et leur réintégration dans leur emploi;
- iv) Le droit des femmes et des filles à l'éducation sans discrimination, la réouverture des écoles et l'admission des femmes et des filles à tous les niveaux de l'enseignement;
- v) Le respect du droit des femmes à la sûreté de la personne, et la comparution devant la justice des auteurs de violences physiques contre les femmes;
- vi) Le respect de la liberté de circulation des femmes et de leur droit à avoir un accès égal et effectif aux structures nécessaires pour protéger leur droit au meilleur état de santé physique et mentale possible;

c) De respecter pleinement le droit international humanitaire, de protéger les civils, de mettre fin à l'emploi des armes contre la population civile, de cesser de poser des mines terrestres, en particulier des mines antipersonnel, d'interdire l'incorporation, l'enrôlement et le recrutement forcés des enfants comme combattants auxiliaires et d'assurer leur réintégration dans la société;

d) D'offrir des voies de recours suffisantes et effectives aux victimes de violations et d'atteintes graves aux droits de l'homme et aux normes humanitaires reconnues et d'en traduire les auteurs en justice;

e) De respecter leurs obligations et engagements concernant la sécurité de tout le personnel des missions diplomatiques de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales, et celle de leurs locaux en Afghanistan, et de coopérer pleinement et sans discrimination fondée sur le sexe, la nationalité ou la religion avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes associés ainsi qu'avec les autres organisations et institutions à vocation humanitaire, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, et les organisations non gouvernementales;

f) De permettre au Comité international de la Croix-Rouge de rendre visite à tous les prisonniers;

g) De traiter toutes les personnes soupçonnées et reconnues coupables ou détenues conformément aux instruments internationaux pertinents et de ne pas procéder à des détentions arbitraires, notamment s'agissant de ressortissants civils étrangers, et prie instamment ceux qui les retiennent captifs de les relâcher, de même que les prisonniers civils autres que les détenus de droit commun;

h) De protéger et de préserver le patrimoine culturel et historique de l'Afghanistan;

6. Encourage :

a) Le Secrétaire général à continuer d'enquêter de façon circonstanciée sur les informations faisant état d'exécutions généralisées de prisonniers de guerre et de civils et sur les cas de viols commis en Afghanistan, et demande à toutes les parties afghanes de coopérer à de telles enquêtes;

b) Le Secrétaire général à s'efforcer de tenir plus largement compte de la représentation des femmes dans le choix du personnel de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, afin de permettre aux femmes de jouer un rôle plus important dans la diplomatie préventive, l'établissement de la paix et le maintien de la paix;

c) Le Rapporteur spécial à continuer d'accorder son attention aux droits fondamentaux des femmes et des enfants et d'appliquer comme il l'a fait une méthode tenant compte de la sexospécificité dans son rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session;

d) L'Organisation des Nations Unies à offrir, lorsque la réconciliation nationale sera réalisée et à la demande des autorités gouvernementales, des services consultatifs et une assistance technique concernant, notamment, la rédaction d'une constitution qui devrait incorporer les principes internationalement acceptés en matière de droits de l'homme et prévoir la tenue d'élections directes;

7. Se réjouit de la libération récente des prisonniers de guerre et demande que tous les autres prisonniers de guerre, quel que soit leur lieu de détention, y compris les anciens prisonniers de guerre soviétiques, soient libérés simultanément et sans condition, et que l'on retrouve la trace des nombreux Afghans encore portés disparus du fait de la guerre;

8. Engage les Etats Membres et la communauté internationale :

a) A fournir, sans aucune discrimination, une assistance humanitaire à la population afghane et aux réfugiés afghans dans les pays limitrophes;

b) A intensifier le programme de déminage pour les millions de mines terrestres antipersonnel posées en Afghanistan;

c) A faire en sorte que tous les programmes bénéficiant d'une assistance de l'ONU en Afghanistan soient établis et coordonnés de manière à promouvoir et assurer la participation des femmes, et que les femmes bénéficient de ces programmes à égalité avec les hommes;

d) A mettre en application les recommandations de la mission interinstitutions sur la parité entre les sexes en Afghanistan conduite par la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme;

e) A prendre des mesures d'urgence pour empêcher le pillage des biens culturels et veiller à ce que ceux qui ont été enlevés illégalement soient restitués à l'Afghanistan;

9. Prie :

a) Les parties afghanes de continuer à coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial et de lui faciliter l'accès à tous les secteurs de la société et à toutes les régions du pays;

b) Le Secrétaire général d'accorder toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial;

c) La Haut-Commissaire aux droits de l'homme d'assurer, dans le cadre des activités de l'ONU en Afghanistan, la présence de structures qui pourront fournir des conseils et une formation dans le domaine des droits de l'homme à

toutes les parties afghanes, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales ayant des activités sur place;

10. Décide :

a) De proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, et lui demande de faire rapport sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan à la Commission, lors de sa cinquante-cinquième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante-troisième session;

b) De poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Afghanistan en lui attribuant un rang de priorité élevé, au titre du même point de l'ordre du jour, à sa cinquante-cinquième session.

-----